

La régionalisation, essai d'analyse à partir de l'éclatement du Khalifat de Cordoue (XIe-XIIIe siècles)

Autor(en): **Bolens, Lucie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte
= Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale**

Band (Jahr): **2 (1983)**

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-4511>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA REGIONALISATION,
ESSAI D'ANALYSE A PARTIR DE
L'ECLATEMENT DU KHALIFAT DE CORDOUE (XI^E-XII^E SIÈCLES)

LUCIE BOLENS

Préambule

Dans son préambule au chapitre sur "les dynasties, les monarchies, et l'Etat", Ibn Khaldūn cite la Politique d'Aristote; c'est en fait une pensée aristotélicienne mêlée de zoroastrisme, le *Sirr al-Asrar* (*Secretum Secretorum*) qui anime son échiquier politique:

*"Le monde est un jardin, l'Etat est sa clôture.
 L'Etat est le pouvoir qui fait passer la loi en acte.
 Politique est la loi que dirige le roi.
 Au monarque l'armée apporte sa force.
 L'appui des militaires se paie en argent.
 Les sujets, en argent, fournissent les subsides.
 Ce sont les serviteurs et la justice tend à les garder.
 Car sans elle le monde est vide."*

(trad. Vincent Monteil. *Muqaddima*, T. 1)

Conformément à l'esprit coranique, la loi se veut spirituelle et temporelle, et l'Etat dans son principe est une délégation indivise du prophète. La force est militaire, au service de la loi, inspirée par le djihad ou guerre sainte; mais les pèlerins-soldats, après avoir été payés en terres, sont désormais payés en monnaie. Quant aux sujets soumis à "*l'Islām*" (qui signifie "*soumission*"), ils sont les soutiens financiers du pouvoir étatique. Sans eux ce jardin qu'est le monde redevient un désert, sans eux l'Etat est sans "*moyens*", c'est pourquoi la justice, pièce charnière de l'ensemble social, en est le principe régulateur. Que l'Etat sache durablement obtenir de la paysannerie les impôts, et la Loi devient acte. A ce schéma idéologique manque le marchand, alors même que la période des Taifas connaîtra un spectaculaire essor commercial.

1. Les faits, et l'état de la question

a) De 711 à 929, un pouvoir émiral "*instable*", mais une lente montée de la prospérité. En 929, l'émir Omeyyade de Cordoue, ^CAbd-er-Rahman III, se proclame khalife. Or, ce Xe siècle que l'historiographie classique décrit comme l'apogée de la civilisation andalouse s'achève dans la montée au pouvoir d'un maire du palais, Ibn Abi ^CAmir al-Mansūr. Pouvoir illégitime, il achève, jusqu'à l'extrême, la centralisation opérée par ^CAbd-er-Rahman III. De 1008 à 1031, le pouvoir central s'effondre. Avec la mort du dernier khalife officiel en 1031 s'achève la crise ou Fitna et une nouvelle structure politique se met en place; l'Etat cordouan se morcelle en 26 régions, ou "*reyes de taifas*" (arabe: muluk at-tawaif). Les nouveaux maîtres sont arabes, berbères, esclavons ou encore muwallads. A part une ou deux exceptions, les chroniqueurs médiévaux (Ibn ^CIdari, Ibn Hayyān, etc.) ont donné du XIe siècle andalou une interprétation catastrophiste.

b) Ce catastrophisme est fondé sur l'utilisation implicite d'un modèle (pattern) essentiellement politique où la centralisation apparaît comme unique référence. Cet enfermement traditionnel des orientalistes rend impossible ou malaisée l'interprétation de l'essor culturel andalou pendant les XIe-XIIIe siècles. Pour eux, cette période est une zone d'ombre. Or, malgré

La chute du khalifat, l'époque est riche d'une pléiade d'hommes de science, de philosophes, de théologiens et d'un incomparable art de vivre que résume le plaisir politique; en bref, il s'agit d'un temps que nul ne peut dire décadent. Les voyageurs orientaux comparent l'Andalousie des taifas au paradis terrestre.

c) Au cours de ces dix dernières années, le dossier est repris, réactualisé grâce à de nouveaux travaux parmi lesquels trois monographies (voir bibliographie); celle de Pierre Guichard sur les structures sociales (1977); de Dominique Urvoy sur le monde des Ulémas andalous (1973); la mienne sur l'agronomie (1974). L'aspect systématique et ponctuel de ces travaux contribue à compenser, par le traitement des sources existantes, l'absence de documents d'archives sur la société, l'économie, les institutions. En effet le hadjib, chef de gouvernement, pouvait emporter sa chancellerie en fin de mandat. On le voit, une conception radicalement différente de celle qui prévalut en Occident chrétien où, pendant la même période, l'esprit bourgeois, s'appuyant sur le droit romain, amorçait les superbes séries d'archives continues qui caractérisent l'Occident chrétien, lequel, il faut bien l'avouer, ne sait plus très bien aujourd'hui comment régler le problème de leur stockage.

2. Contradictions au moment de l'éclatement du khalifat (1008-1031)

a) La question est double: pourquoi l'échec de la centralisation? Pourquoi la réussite de la régionalisation?

L'approche m'a paru devoir obéir à un certain nombre de nécessités épistémologiques:

- Se protéger des normes hiérarchisantes implicites a priori qui valorisent la forme centralisée par rapport à toute autre.
- Décrire et enregistrer les phénomènes tels qu'ils apparaissent dans les sources existantes et dans les travaux fiables. Donc retour à l'empirisme qui caractérise toutes les premières recherches scientifiques.

- Chercher les lignes de tensions maximales, sur le plan politique, sur le plan socio-religieux qui, dans l'Islām, est le support du pouvoir, enfin sur le plan socio-économique qui voit se déplacer les clivages entre dominants et dominés.

Ceci afin de mieux cerner le phénomène centrifuge, en particulier par le dégagement d'éléments de permanence et de nouveauté, avant et après cette tranche d'années décisives qui, en un tiers de siècle, amorça la réorganisation régionale de l'Andalousie après son "apogée".

- b) Jusqu'à ce point de rupture, l'équilibre avait été fondé sur l'organisation tribale (P. Guichard).

Or, les tribus sont socialement "*stables*", voire rigides, caractérisées par leur juxtaposition.

Tout essai de structure nouvelle, dans un ensemble hiérarchisé remplaçant les tensions intertribales inhérentes aux sociétés tribales par une pyramide de type monarchique, risque de voir l'emporter les tensions centrifuges. Dans la mesure où le principe "*d'instabilité*" était un principe d'ajustement social, par vérification incessante des rapports de force, le pouvoir émiral omeyyade, issu lui-même d'une histoire conflictuelle tribale, lui était adapté. Par contre, la centralisation du Xe siècle jusqu'à Al-Mansūr, opérée dans le but de conforter le pouvoir khalifal unifié, aboutit à l'éclatement du khalifat. Le pouvoir central, voulant détribaliser l'Andalousie, dut s'appuyer sur de nouvelles forces: militaires, par les Berbères nouvellement appelés du Maghreb, et administratives, au niveau central et provincial, par les Esclavons que la gestion, en particulier de la fiscalité, avait rendus puissants.

- c) Le résultat structurel de cette centralisation (^CAbd-er-Rahman III, Al-Mansūr), revint à:

- supprimer dans les provinces (ou "*régions*" avant les taifas) les pouvoirs de décision régionaux;
- centraliser autour du prince légitime (^CAbd-er-Rahman III) ou maire du palais (Al-Mansūr) tout pouvoir décisionnaire. Typique de cette démarche

fut le passage du Trésor central du palais de Cordoue à la ville nouvelle d'Al-Mansūr (Madināt-al-Zāhira);

- le corollaire étant que le pouvoir centralisateur, pour mettre fin à la classe politique trop remuante, n'a plus autour de lui que des courroies de transmission.

d) L'accent mis sur la personne du chef d'Etat a fait perdre aux structures tribales leurs forces archaïques. Mais le nouveau système montre sa faiblesse à la mort d'Al-Mansūr (1002) quand les chefs d'Etat amirides ou omeyyades ne sont plus des chefs d'envergure.

Pendant le tiers de siècle où subsiste une pâle image de pouvoir central, les décisions seront prises par des administrateurs esclavons et des chefs militaires berbères, devenus, par la vacance du pouvoir central et des anciennes structures tribales, de plus en plus décisionnaires.

La mise en place du nouvel ordre supprime tous les types de prélèvements de biens dus à la centralisation.

Cette transition aurait pu engendrer de longues guerres civiles. Mais la classe moyenne des juristes fuqahas chargés de l'application pratique du droit civil et pénal, par opposition aux juges (cadis), régionaux et centraux, d'où émane l'énoncé des principes de la loi au spirituel et au temporel, permit l'encadrement traditionnel et la permanence du consensus social (ijma^C) à l'échelle des nouvelles principautés territoriales (D. Urvoy).

Cette permanence du tissu social, avant, pendant et après la crise, l'importance des fuqahas au niveau moyen local, leur indépendance à l'égard des aléas du pouvoir central, expliquent que la culture sous toutes ses formes, mais progressivement surtout sous ses formes traditionnelles (Hadiths, Coran, "ḥadīth") se soit maintenue lors de la réorganisation régionale et jusqu'aux Almoravides.

Le "développement" économique est encore peu étudié. Il apporte cependant au dossier un élément fondamental.

3. Le "développement" régional

a) L'essor agricole, surtout dans le royaume sévillan, est spectaculaire (L. Bolens):

- par intensification des méthodes culturales;
- par accroissement des surfaces emblavées;
- par acclimatation de nouvelles plantes (des zones plus élevées aux finages de huertas et végas);
- par accueil aux plantes industrielles d'Orient (sucre, riz);
- par développement de la petite hydraulique à l'échelle des petites et moyennes exploitations;
- par une stimulation des princes à l'égard d'une agronomie expérimentale, dans les premiers jardins expérimentaux d'Etat de l'histoire (cf. l'agronomie chinoise au même moment).

Les innovations, générales, permettent aux secteurs les plus rentables de l'agriculture de se dégager. Il s'agit des mêmes secteurs qui intéressèrent au premier chef les colons français du XIXe siècle en Algérie au point qu'ils firent traduire par les traducteurs de l'armée d'occupation les chapitres d'Abū l-Khayr portant sur les plantes industrielles ou commercialisables. Du Second Empire date également la première traduction en français d'Ibn al ^CAwwām.

Les structures foncières qui, en régime successoral musulman, avaient amorcé la fragmentation des latifundia romano-wisigothiques, connaissent un aménagement nouveau. D'abord par la redistribution des terres d'Etat, et ensuite par une stimulation financière nouvelle due à la suppression du prélèvement fiscal central. Sous le khalifat, par ailleurs, la monnaie circulait peu entre les provinces et Cordoue; désormais les techniques de paiement comme le chèque vont maintenir au niveau des régions des monnaies de bon aloi, dirhem d'argent et dinar d'or (or du Soudan stable), pendant les Reyes de Taifas et les dynasties berbères. Le système d'exploitation foncière, fondé sur le métayage, semble s'être approché d'un type de propriété privée dans la région sévillane. A Valence, par contre, s'amorce une seigneurialisation due au poids des nouvelles charges fiscales (P. Guichard et A.L. de Prémare).

b) Le développement commercial est parallèle, à la fois au niveau régional, andalou, ibérique et international.

Se développent, aux points de rencontre ou d'arrivée des surplus agricoles, les marchés ruraux de villages, les marchés suburbains hebdomadaires et les souks permanents urbains. Le souk aux bestiaux devient permanent en ville (Pedro Chalmeta Gendron) et l'amélioration de l'alimentation pour l'ensemble de la population est spectaculaire (L. Bolens, travaux en cours).

Au niveau ibérique, parias (tributs) et commerce font intensément circuler les biens et les monnaies. Le maravedi castillan du XIIe siècle imitera le dinar andalou (y compris au niveau de l'écriture bizarrement arabisée) pour attester de la fiabilité de la nouvelle monnaie.

Le commerce à grand rayon d'action s'intensifie avec les aires éclatées de l'ancien Empire Abbâside, qui drainent un commerce-monde entre l'Extrême-Orient et l'Andalousie. Les produits de luxe (vêtements précieux) ou rares (mercure) l'alimentent.

c) La traduction géographique de ce développement, l'urbanisation, apparaît sous les formes originales d'un réseau de villes petites et moyennes, là où auparavant coexistaient grandes villes et "désert" urbain.

d) La cohésion sociale d'un type nouveau, qui accompagne ce développement régional, est le résultat, complexe, d'un mouvement amorcé plusieurs siècles auparavant. Après une phase d'arabisation spectaculaire (IXe-Xe s.) où les autochtones ibériques avaient adopté la langue et les moeurs arabes, au XIe siècle, la cohésion sociale arrive à son aboutissement avec une islamisation de masse par l'effet de la promotion sociale qu'elle assurait, en particulier dans l'administration, promotion indissociable de l'instruction, et donc de la religion.

Cependant les minorités restées chrétiennes et juives continuent à coexister avec les nouveaux groupes sociaux de convertis, à la ville comme à la campagne; une telle situation a été éminemment stimulante pour la vie culturelle. C'est l'époque de la Koinè andalouse.

4. Les nouvelles tensions de la régionalisation

a) L'échelle des valeurs anciennes est bouleversée par l'arrivée au pouvoir de groupes dirigeants qui sont hétérogènes, même s'ils sont désignés conformément aux anciennes structures sociales tribales. Les mentalités sont nouvelles.

L'enrichissement devient la finalité des sociétés de taifas. De là vient le jugement sévère des chroniqueurs à l'égard de ces nouveaux pouvoirs.

Cette nouvelle finalité suppose une exploitation fiscale, systématique et sans atténuations charitables, à l'égard de la paysannerie, des artisans et petits commerçants.

Dans le même sens vont les besoins croissants en numéraires de princes dont certains n'ont pas la formation guerrière inhérente aux aristocraties tribales. Les taifas, d'Esclavons mais aussi de Berbères ou d'Arabes, devront payer des armées de mercenaires. Dans la logique de ce hiatus entre le pouvoir économique et administratif d'une part, la fonction militaire d'autre part, les Reyes de Taifas appelleront les Almoravides pour les défendre contre les Chrétiens.

b) L'organisation régionale ne sera nullement perturbée par les Almoravides, appelés en 1086, par les Banū Abbad de Séville. Le tournant en profondeur se situera lors de l'occupation almohade (1146) sur laquelle on a encore trop peu d'éléments quant à l'analyse qui nous occupe ici.

c) Entre le XIe et le milieu du XIIe siècle, s'opère cependant un réaménagement des régions; les plus faibles sont absorbées par les plus fortes: Séville, Grenade, Valence, Badajoz, Saragosse. Les plus "*fortes*" sont-elles celles qui, dans le khalifat, avaient développé une structure cohérente de Kura? La taille de chaque région répond-elle à un optimum quant aux possibilités de développement? Il semble que dans ce tâtonnement jusqu'à une stabilisation, l'importance d'un effort de développement au niveau micro-régional soit à mettre en rapport avec l'ouverture sur le commerce international, le trait d'union au niveau social étant le développement d'une

classe moyenne.

d) A l'intérieur de chaque région s'opère un nouveau processus de centralisation. On assiste donc à la répétition d'une tension entre les tendances de la capitale régionale et celles des villes et micro-régions les plus éloignées de ce nouveau centre concurrentiel. Les nouvelles capitales tentent d'affermir leur pouvoir économique croissant - par la fonction politique. Séville éclipse Cordoue - et si Cordoue subsiste comme centre de formation traditionnel, Séville insiste sur les applications pratiques et rentables des sciences.

Le muhtasib de Séville ibn ^CAbdūn (XIIe s.) conseille aux vizirs et autres personnages puissants de la capitale ^CAbbadite *"d'avoir des exploitations agricoles personnelles: ce sera d'un meilleur profit, et pour lui [le prince, NDT] et pour eux... Le pays deviendra prospère, la vie y sera à meilleur compte, sa défense pourra être mieux organisée, et dotée de crédits plus importants"* (trad. Lévi-Provençal, 1947, p. 9).

Conclusion

Le discours officiel continue à placer l'agriculture au centre des besoins économiques de subsistance, de politique fiscale et de commercialisation. De même, les nouvelles clientèles sont désignées selon le modèle prestigieux de la généalogie aristocratique arabe, qui est le plus souvent fabriqué de toutes pièces.

La régionalisation a été une adaptation des formes étatiques à l'essor commercial méditerranéen et international, que connaissent aussi les cités italiennes et les régions flamandes.

Dans cette réalisation, l'histoire andalouse a vu se succéder une centralisation extrême, un vide du pouvoir, puis une réorganisation régionale.

Dans l'état actuel des travaux (cf. Bibliographie) et des réflexions qui doivent s'alimenter aux sources, connues ou encore non utilisées), il semble possible d'avancer que le tissu d'urbanisation régional développe les centres moyens, que les échanges et les forces d'animation entre villes et campagnes sont plus diffus, et que les classes moyennes s'y développent.

La recherche ne fait que commencer.

Bibliographie sommaire

Th. F. GLICK, Islamic and Christian Spain in the early Middle Ages, Princeton, Princeton Univ. Press, 1979.

P. GUICHARD, Structures sociales "orientales" et "occidentales" dans l'Espagne musulmane, Paris/La Haye, Mouton, 1977.

A.L. PREMARE et P. GUICHARD, Croissance urbaine et société rurale à Valence au début de l'époque des royaumes de Taifas (XIIe s.), trad. et commentaire d'un texte d'I. Hayyān. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, Aix-en-Provence, N° 31, 1981/1, pp. 15-29.

D. URVOY, Le monde des Ulémas andalous du V/XIe au VII/XIIIe siècle, Genève, Droz, 1978.

L. BOLENS, Agronomes andalous du Moyen Age, Genève, Droz, ed. 1981.

P. CHALMETA GENDRON, El señor del zoco en España, Madrid, Instituto hispano-arabe de cultura, 1973.

R. BERARDI, Espace et ville en pays d'Islam. In: Dir. D. CHEVALLIER, L'espace social de la ville arabe, Paris, Maisonneuve, 1979, pp. 99-123.

E.A. GUTKIND, Urban development in Southern Europe, Spain and Portugal, New York, Univ. Press, 1967.